



**ORGANISATION
INTERNATIONALE
DU CAFÉ**

ICC 114-5

23 février 2015
Original : anglais

F

Conseil international du Café
114^e session
2 – 6 mars 2015
Londres (Royaume-Uni)

La durabilité de la filière café en Afrique

Contexte

Conformément à l'article 34 de l'Accord international de 2007 sur le Café, l'Organisation internationale du Café est tenue de fournir aux Membres des études et des rapports sur les aspects pertinents du secteur du café. Le présent document contient un rapport sur la durabilité de la filière café en Afrique.

Mesure à prendre

Le Conseil est invité à prendre note de ce document.

LA DURABILITÉ DE LA FILIÈRE CAFÉ EN AFRIQUE

INTRODUCTION

1. Dans de nombreux pays africains, le café est un important produit agricole en termes de recettes d'exportation et de revenus des petits exploitants. L'industrie du café est active dans trois secteurs économiques clés. Dans le secteur primaire, elle génère des revenus directs, de l'emploi et des produits. Dans le secteur secondaire, le café est un intrant pour l'industrie de la transformation (torréfaction). Le secteur tertiaire couvre la vente en gros sur le plan national et la commercialisation de détail pour la consommation intérieure et les exportations. Ces activités ajoutent de la valeur à la chaîne de valeur et contribuent à la croissance économique d'un certain nombre de pays africains.

2. Le développement durable suppose un souci d'égalité sociale entre les générations, souci qui devrait logiquement s'étendre à l'égalité au sein d'une même génération. Pour atteindre cet objectif, trois domaines doivent être pris en considération, à savoir la croissance économique, le développement social et respect de l'environnement. Une économie caféière durable repose sur le bien-être des différents acteurs de la chaîne, en particulier les producteurs qui sont le maillon faible dans cette relation de pouvoir. Plus précisément, un caféiculteur appliquant des méthodes durables atteindra ses objectifs environnementaux et sociaux à long terme tout en étant en mesure de rivaliser efficacement avec les autres acteurs du marché et d'obtenir des prix qui couvrent ses coûts de production et lui assurent une marge de profit acceptable. La question est de savoir si la caféiculture peut être durable en Afrique. La présente étude s'appuiera sur les principaux indicateurs de développement durable pour évaluer la situation de la filière café en Afrique.

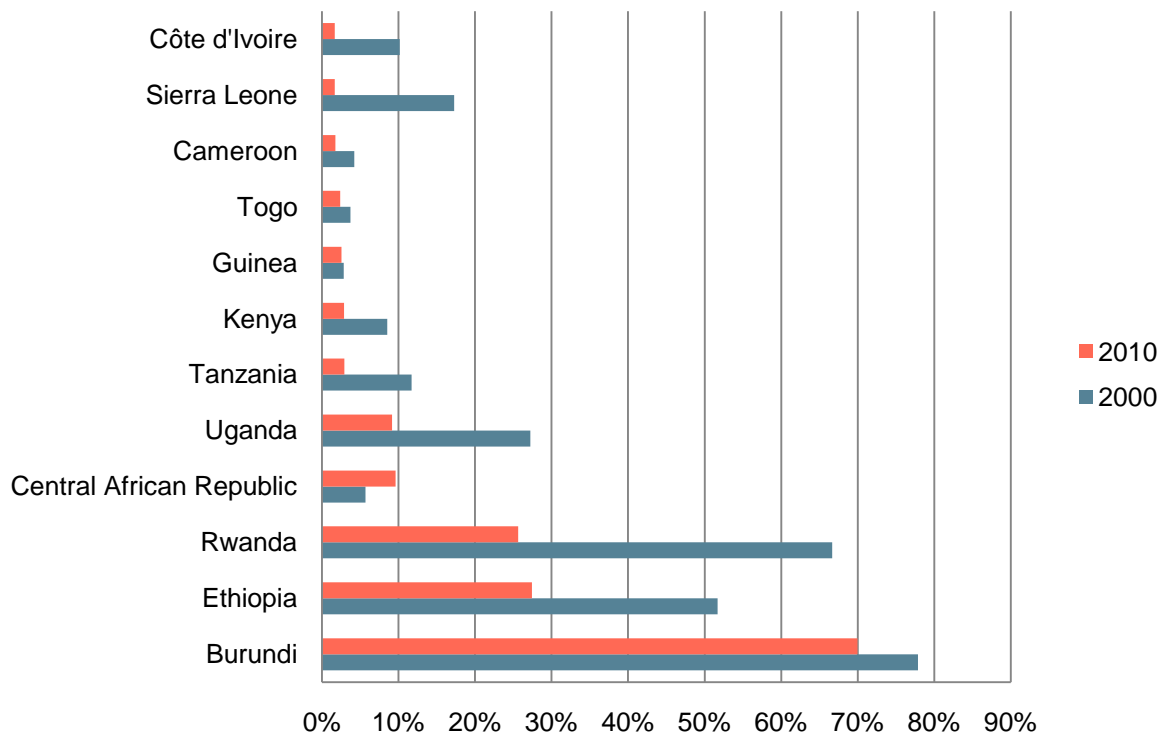
3. Il convient de noter que le présent rapport ne fournit que des informations préliminaires utiles pour évaluer la durabilité de la filière café en Afrique. Il sera révisé lorsque davantage d'informations pertinentes seront fournies par les pays. Les points suivants sont abordés :

- I. Dynamique de la production de café en Afrique
- II. Adoption de normes sur la durabilité en Afrique
- III. Conclusion

I. DYNAMIQUE DE LA PRODUCTION DE CAFÉ EN AFRIQUE

4. Le caféier est originaire d'Afrique, et c'est en Éthiopie que l'habitude de boire du café s'est d'abord développée. Ses deux variétés botaniques, Arabica et le Robusta, sont originaires d'Afrique. Le Robusta est cultivé à faible altitude tandis que l'Arabica est cultivé à des altitudes plus élevées et souvent sur des sols volcaniques. L'Arabica est plus difficile et coûteux à cultiver que le Robusta. En Afrique, le café est l'un des produits agricoles les plus importants, générant des revenus substantiels pour les communautés rurales, contribuant à la lutte contre l'extrême pauvreté et clé de la réalisation du premier des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il représente la principale source de revenus pour plus de 10 millions de foyers dans 25 pays producteurs africains. Certains de ces pays sont tributaires du café comme principale source de revenus pour leur population rurale et source importante de recettes d'exportation. Le café est un contributeur essentiel des recettes en devises et représente une proportion importante des recettes fiscales et du produit intérieur brut d'un certain nombre de pays d'Afrique (graphique 1).

Graphique 1 : Part du café dans la valeur totale des exportations de tous les produits de base

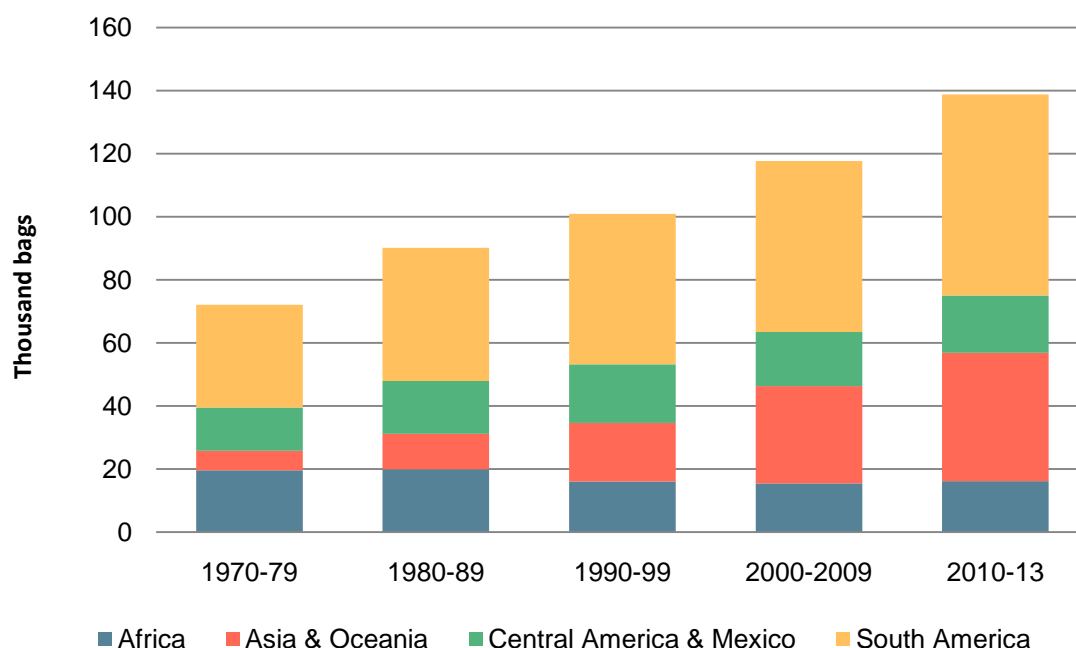


I.1 La production de café en Afrique

I.1.1 Tendances passées et actuelles de la production

5. L'Afrique est la région qui abrite le plus grand nombre de pays producteurs de café : 25 contre 11 en Asie et Océanie, 12 au Mexique et Amérique centrale et 8 en Amérique du Sud. La production de l'Afrique a connu un taux de croissance négatif au cours des 43 dernières années, d'un volume moyen de 19,7 millions de sacs par campagne pendant la période des quotas, à 15,7 millions dans le cadre du marché libre. La part de l'Afrique dans la production mondiale a donc diminué, passant de 27,2% dans les années 1970 à une moyenne de 16% dans les années 1990 et à 13,1% dans les années 2000. Depuis 1990, les niveaux de production stagnent, avec moins de 19,6 millions de sacs chaque année (graphique 2). Pendant la période de réglementation du marché, de nombreux pays africains bénéficiaient du marché garanti de l'Union européenne dans le cadre des accords UE-ACP, de prix garantis aux producteurs mais également de services de vulgarisation réguliers. En conséquence, la production augmentait en raison de l'expansion rapide des superficies plantées de caféiers. Plusieurs facteurs ont conduit à la baisse ultérieure de la production. Cette baisse était due initialement à des facteurs structurels, comme la faiblesse des rendements et le vieillissement des caféiers. Puis, des programmes de libéralisation économique ont été mis en œuvre dans les années 1990. Les conflits régionaux dans certains pays ont également joué un rôle dans cette baisse. La production de la campagne 2013/14 a été estimée à 16,3 millions de sacs. Sur ce total, 10,2 millions de sacs devraient être produits par deux pays seulement, l'Éthiopie et l'Ouganda¹.

Graphique 2 : Production mondiale (moyenne)



¹Les statistiques de production utilisées dans cette étude sont celles de novembre 2014.

6. Au niveau individuel, on peut noter que l'**Angola**, qui représentait en moyenne 5% de la production annuelle mondiale jusqu'au milieu des années 1970, a perdu sa place parmi les principaux producteurs de la région, avec une production de 35 000 sacs seulement en 2013/14 contre 4 millions de sacs en 1972/73. La **République démocratique du Congo** et **Madagascar** ont également perdu d'importantes parts de marché, avec 327 000 et 522 000 sacs respectivement. Toutefois, les programmes de régénération caféière en cours dans ces pays, en particulier en Angola, peuvent aider à inverser cette tendance à la baisse. La **Côte d'Ivoire** et le **Cameroun** sont encore d'importants producteurs mais leur production a considérablement baissé. En **Côte d'Ivoire**, la production a chuté d'une moyenne annuelle de plus de 4 millions de sacs jusqu'en 1989/90, à 2,7 millions de sacs dans les années 2000. Sa production pour la campagne 2013/14 a été estimée à 2,1 millions de sacs. Le **Cameroun** produit moins d'un million de sacs par an depuis 2000, contre 1,5 million de sacs dans les années 1980 et 1990. Sa production pour la campagne 2013/14 a été estimée à 315 000 sacs seulement.

7. Une baisse régulière de la production a également été observée au **Kenya** où la production moyenne depuis 2000/01 est tombée en dessous de 800 000 sacs, contre 1,5 million de sacs de 1970/71 à 1999/2000. Pour la campagne 2013/14, la production totale du Kenya a été estimée à 756 000 sacs. Jusqu'aux années 1980, le café était la principale source de devises étrangères avant d'être dépassé par le thé, l'horticulture et le tourisme. La **Tanzanie** est le quatrième pays producteur de café d'Afrique avec une production annuelle moyenne légèrement inférieure à 800 000 sacs depuis 2000. Une amélioration substantielle a été enregistrée pendant la campagne 2012/13, avec une production estimée à 1,1 million de sacs, mais le niveau est retombé en dessous de 800 000 sacs en 2013/14.

8. La croissance la plus dynamique de la production africaine a été observée en **Éthiopie**, qui a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 2,7% au cours des 43 dernières années, passant à 5,5% depuis 1990. La tendance de la production du pays est généralement à la hausse en dépit de quelques interruptions à la baisse, atteignant 6,6 millions de sacs en 2013/14. L'Éthiopie est également unique en Afrique dans la mesure où elle a une forte culture de la consommation intérieure de café, qui représente souvent plus de la moitié de sa production. Dans une moindre mesure, l'**Ouganda** a enregistré une croissance soutenue de sa production, avec une moyenne annuelle fluctuant entre 2,7 et 2,9 millions de sacs depuis les années 1970. Son niveau de production était de plus de 3 millions de sacs pour les campagnes 2012/13 et 2013/14. Le tableau 1 indique la production moyenne par pays depuis les années 1970, et le tableau 2 les performances récentes (à partir de 2010) et le classement mondial.

I.1.2 Principales caractéristiques de la caféiculture

i) Superficies plantées de caféiers et nombre de producteurs

9. Dans la quasi-totalité des pays africains, la caféiculture est dominée par de petites exploitations dont la taille varie de 0,5 hectare à 10 hectares². Les grandes plantations de café ne représentent qu'une infime proportion des exploitations. Le Malawi et la Zambie sont les exceptions car la caféiculture y est dominée par les grandes plantations. Au Kenya, elles représentent 40% de la production totale. Le nombre total de producteurs de café en Afrique est estimé à entre 9 et 11 millions. Ce chiffre peut différer d'autres sources, en fonction de la définition stricte du concept d'exploitant individuel et de ménages d'exploitants agricoles. Le nombre total de foyers actifs dans la caféiculture est estimé à 7 millions et la taille moyenne d'un foyer est de deux adultes (mari et femme). Dans certains cas, le mari et la femme sont tous deux enregistrés comme producteurs de café, mais dans un certain nombre de cas, seul l'homme est considéré comme étant producteur de café. Le tableau 3 indique le nombre estimé de foyers agricoles par pays et les superficies plantées de caféiers.

10. A titre de comparaison, le tableau 1 ci-dessous donne un résumé du nombre estimé de producteurs de café et d'ouvriers agricoles dans les quatre régions de caféiculture, ainsi que son pourcentage de la population rurale.

Tableau 1 : Nombre de caféiculteurs et part moyenne de la population rurale

	Nombre de producteurs de café	Nombre d'ouvriers agricoles	TOTAL	Pourcentage de la population rurale dans la population totale	Pourcentage de la population rurale dans la caféiculture
Total Afrique (25 pays)	10 847 432	78 037	10 925 469	64	53
Asie et Océanie (11)	4 072 000	129 994	4 201 994	64	24
Amérique centrale et Mexique (12)	585 866	2 036 960	2 622 826	28	12
Amérique du Sud (8)	1 479 000	810 500	2 289 500	32	11
TOTAL (56 pays)	16 984 298	3 055 491	20 039 789		

11. En Afrique, le régime foncier varie d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre dans le même pays. La superficie des terres plantées de café est importante dans les régions où le choix des cultures destinées à l'exportation est limité. Par contre, dans les régions qui offrent d'importantes possibilités de diversification des cultures, la superficie des terres plantées de café est moins importante. Il convient de noter qu'en matière de café, les

² Dans certains pays comme le Burundi, le Rwanda, le Malawi et le Zimbabwe, les petites plantations de café peuvent être constituées de 100 caféiers seulement.

décisions clés sont majoritairement prises par les hommes en Afrique dans la mesure où la majorité des foyers sont dirigés par des hommes. En conséquence, la famille d'un couple marié dont l'homme et la femme cultivent tous deux le café est généralement considérée comme un seul producteur, et non deux. Toutefois, le nombre de producteurs et d'ouvriers agricoles en Afrique peut être raisonnablement estimé à 10,9 millions d'hommes et femmes.

12. Une autre caractéristique importante de la caféiculture en Afrique est le vieillissement de la population. L'âge moyen des producteurs est plus de 60 ans, bien que le continent soit peuplé d'une majorité de jeunes. En effet, les jeunes et les personnes qualifiées ne s'engagent pas dans la production de café en raison des faibles revenus qu'elle assure.

ii) Les systèmes agricoles

13. À quelques exceptions près, les petites exploitations sont généralement peu développées en raison d'un manque d'équipement, dû à la faiblesse des investissements en capital qui permettraient d'accroître l'efficacité. Beaucoup de ces petits exploitants agricoles produisent des cultures commerciales et alimentaires supplémentaires. Dans de nombreux pays, notamment en Afrique de l'Ouest, ces cultures sont produites selon les pratiques de l'agriculture extensive, avec de faibles rendements. Ce système d'agriculture extensive a un impact négatif sur l'environnement en termes de déforestation et d'utilisation de l'eau. La main-d'œuvre familiale est généralement utilisée pour l'entretien des cultures, avec l'aide d'ouvriers agricoles rémunérés dans certains cas. L'agriculture mixte (caféiers en culture intercalaire avec des cultures vivrières comme la banane, les haricots, les pommes de terre et autres) est généralement pratiquée dans toute l'Afrique. La plupart des plantations de café ont été établies il y a plusieurs dizaines d'années et leur âge moyen est maintenant de plus de 30 ans. Toutefois, dans certains pays, du matériel de plantation amélioré a été introduit, en particulier dans les pays producteurs de l'Afrique orientale. Les instituts de recherche sur le café fournissent du matériel de plantation aux producteurs mais en raison des ressources limitées des instituts, les besoins des producteurs d'un certain nombre de pays ne sont pas toujours satisfaits.

iii) Les coûts de production

14. Les coûts de production sont difficiles à évaluer car les petits producteurs ont recours au travail familial et occasionnellement au travail salarié. L'absence de comptabilité est également un facteur limitatif de l'évaluation des coûts de production. Dans la quasi-totalité des pays, les producteurs de café n'ont pas de systèmes structurés de contrôle des

coûts de production. Il n'existe pas d'indicateurs fiables permettant de comparer les performances des producteurs selon les facteurs habituellement utilisés pour évaluer la compétitivité économique. Les coûts de production comprennent la terre, l'eau, les caféiers, les engrais, les pesticides et la main d'œuvre. Ces coûts varient considérablement d'un pays à l'autre en raison de différences dans les systèmes de commercialisation, les infrastructures (routes, transports, etc.), les régimes fonciers et la disponibilité des crédits. La main d'œuvre et les engrais sont les facteurs les plus critiques des coûts de production. La mécanisation et l'utilisation des engrais étant rares en Afrique, les coûts de la main d'œuvre représentent plus de 70% des coûts totaux de production. En effet, dans certains pays d'Afrique de l'Est un glissement démographique est observé, les petits exploitants utilisant de la main-d'œuvre salariée pour la gestion agricole, un domaine traditionnellement réservé à la main-d'œuvre familiale.

15. Les coûts de production du Robusta sont généralement moins élevés car l'Arabica nécessite davantage d'intrants et de traitement avant d'être commercialisé. En outre, les engrais sont plus largement utilisés par les producteurs d'Arabica que par les producteurs de Robusta. En Afrique de l'Est, l'utilisation des engrais et des pesticides coûte en moyenne plus de 600 dollars par hectare. La lutte contre les maladies représente plus de 30% de ce coût. Les coûts de production sont généralement plus faibles dans les petites exploitations que dans les grandes plantations. Au Burundi par exemple, le coût moyen de production pour un exploitant qui adopte de bonnes pratiques agricoles (engrais et main d'œuvre) varie entre 50,1 cents et 57,6 cents par arbre. La taille moyenne d'une exploitation est de 100 arbres.

I.2 Le cadre institutionnel de la filière café en Afrique

16. Bien qu'il existe des cas spécifiques dans tel ou tel pays, les institutions qui constituent la chaîne de valeur du café sont les organes gouvernementaux de réglementation de la filière, les organisations du secteur privé (coopératives, syndicats d'agriculteurs, transformateurs/exportateurs), les instituts de recherche et les institutions de vulgarisation.

I.2.1 Les organismes de réglementation de la filière café

17. Les réformes du secteur parapublic effectuées dans le contexte des programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ont conduit au démantèlement des offices de commercialisation et à la création d'organismes de réglementation dans un certain nombre de pays producteurs africains. Les principales responsabilités de ces institutions du secteur public sont l'octroi de licences aux

exportateurs, la collecte des impôts, le contrôle de la qualité, l'information sur les prix, le développement du secteur dans son ensemble et la représentation du secteur auprès des organisations internationales et régionales du café. Cependant et en dépit de la libéralisation, certains pays continuent d'exercer une influence sur la commercialisation interne et externe (par exemple, la Côte d'Ivoire).

1.2.2 Les instituts de recherche-développement sur le café

18. Les services de recherche sur le café ont été créés pendant la période coloniale dans plusieurs pays d'Afrique. Cependant, les pays producteurs du continent sont encore considérés comme des concepteurs marginaux de technologies. Leur part dans l'effort de recherche-développement dans le monde est très petite par rapport à celle des pays producteurs d'Asie et d'Amérique centrale et du Sud. D'une manière générale, les programmes de recherche des instituts africains n'ont généré que des technologies ou des innovations limitées. De récentes améliorations ont été remarquées dans les instituts de recherche, par exemple en Côte d'Ivoire (CNRA), en Éthiopie (JARC), au Kenya (CRF), en Tanzanie (TaCRI) et en Ouganda (NaCORRI). Ces instituts de recherche ont réussi à développer de nouveaux matériels de plantation à rendement élevé et résistants aux maladies. Cependant, leur diffusion et adoption par les producteurs a été limitée.

19. Le transfert de technologie aux producteurs, la fourniture d'une formation et de services de conseil agricole relèvent généralement de la responsabilité du gouvernement par le biais des organes nationaux de vulgarisation ou des instituts de recherche. En tout état de cause, les efforts de recherche-développement ont eu un impact limité sur le développement socio-économique et technologique du continent. De nombreux instituts de recherche souffrent d'un manque de fonds et de main-d'œuvre bien formée. En outre, dans certains pays comme l'Angola, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon et le Nigeria, l'agriculture est traditionnellement éclipsée par des secteurs économiques plus attractifs comme l'exploitation minière et l'extraction de pétrole.

1.2.3 Le secteur privé

20. Les réformes du système de commercialisation du café ont attiré un grand nombre de nouveaux exportateurs et d'intermédiaires dans le secteur. Le secteur s'est organisé en associations pour améliorer l'environnement de commercialisation. Les producteurs se sont également organisés en coopératives et syndicats mais leur position est relativement faible dans de nombreux pays africains. Comme ce fut le cas en Ouganda et dans de nombreux autres pays producteurs, la réussite initiale de ces coopératives a été freinée par les interférences politiques et la mauvaise gestion. Le Kenya a une longue tradition des

organisations de caféiculteurs car les paysans sont tenus par la loi de créer des sociétés coopératives pour gérer leurs affaires. En Afrique de l'Ouest, le mouvement coopératif est relativement nouveau.

I.3 L'organisation du marché

21. Depuis la libéralisation, au début des années 1990, l'intervention des gouvernements s'est limitée à réglementer le secteur, la commercialisation étant effectuée par le secteur privé. Cependant, des pays comme la Côte d'Ivoire continuent d'exercer un contrôle limité sur la commercialisation au moyen de prix minimums garantis pour les producteurs et de l'approbation des prix à l'exportation obtenus par les exportateurs (prix de déblocage). Dans les pays à système de libre commercialisation, les prix sont dictés par le marché international et répercutés au niveau local, soit par un système d'enchères (Éthiopie, Kenya et Tanzanie) ou de vente directe (Rwanda, Ouganda, etc.). En Ouganda et au Rwanda, le secteur privé fonctionne librement, tant pour la commercialisation interne qu'externe du café, un certain niveau de contrôle s'effectuant au sein du système de vente aux enchères en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie. Dans certains pays, les petits exploitants sont organisés en coopératives pour mieux commercialiser leur café mais leur capacité est limitée en raison de la faiblesse des ressources financières et des investissements dans les infrastructures. Une situation similaire a également été observée dans les pays à tradition coopérative comme le Kenya et la Tanzanie.

I.4 Le financement des cultures

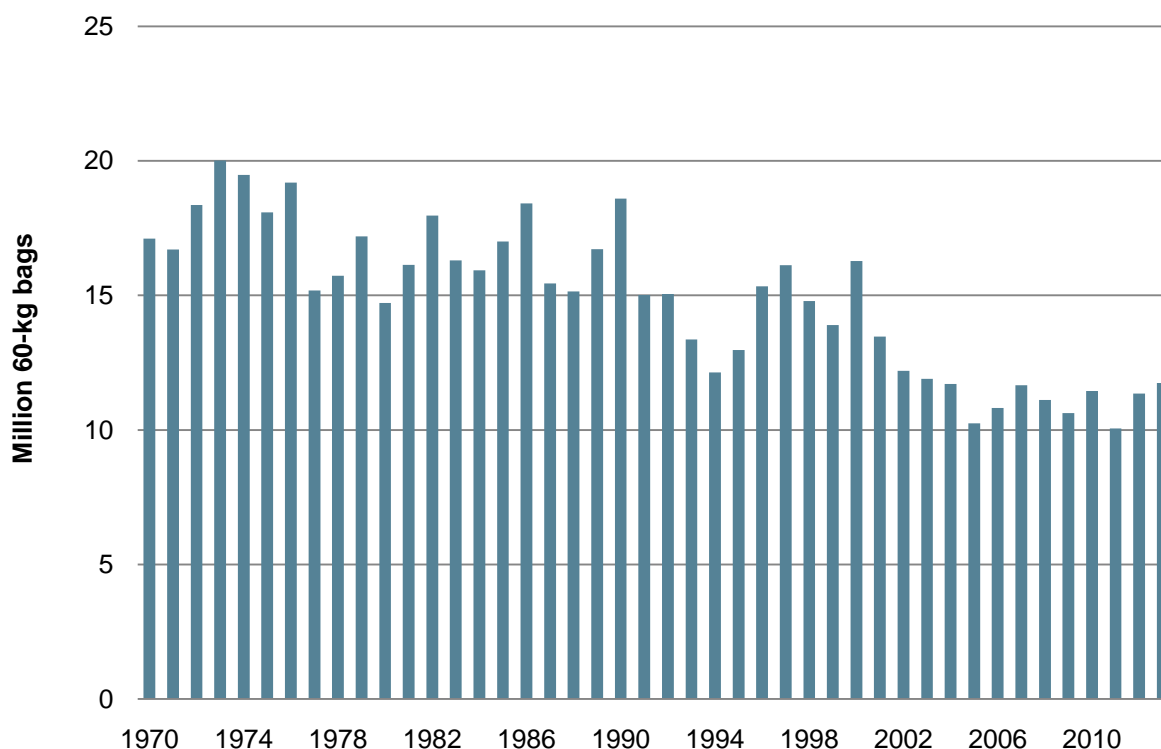
22. En dépit de l'importance de l'agriculture dans l'économie africaine, son financement est marginalisé car le secteur bancaire a toujours répugné à prêter à l'agriculture en raison des risques inhérents, perçus et réels. Dans de nombreux pays, le secteur agricole reçoit moins de 4% du financement bancaire par rapport aux secteurs secondaire et tertiaire qui en absorbent plus de 30% et 60% respectivement. Les gros planteurs sont généralement en mesure d'obtenir un crédit ou de mobiliser des fonds auprès du secteur bancaire plus facilement que les petits exploitants. En outre, les opérations liées à la production agricole et à l'élevage sont moins intéressantes pour les banques que les activités commerciales. Depuis la libéralisation, un grand nombre de banques nationales agricoles et de développement ont été démantelées dans plusieurs pays producteurs de café. Au Kenya, l'Agricultural Finance Corporation, société du secteur public, était le principal canal gouvernemental pour financer le développement et la production agricoles. Le gouvernement a créé en 2006 un Fonds de développement du café dans le but de fournir aux producteurs des crédits durables et abordables pour financer les intrants agricoles et les opérations agricoles et accélérer ainsi la production de café de haute qualité et

l'augmentation des revenus des paysans. Le Fonds vient de fusionner en un grand fonds unique intitulé Fonds des produits de base.

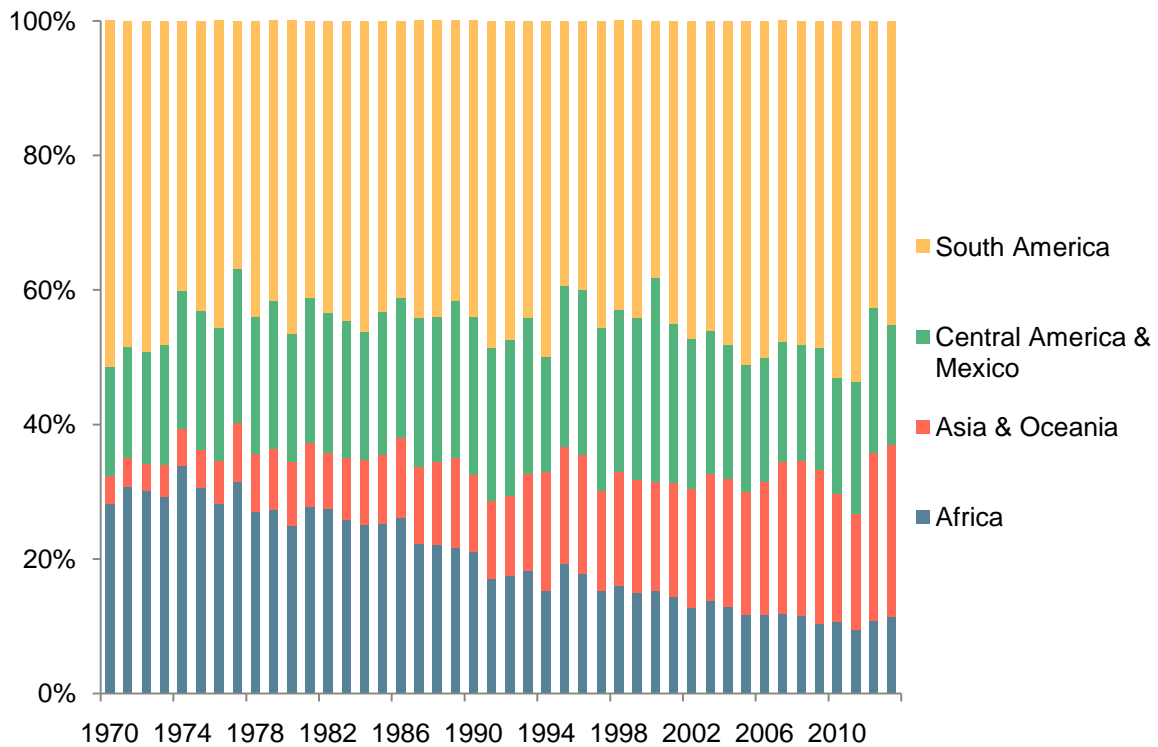
I.5 Les performances des exportations de café africain

23. Le total des exportations des pays exportateurs africains a diminué au cours des trente dernières années en raison de la baisse des niveaux de production dans un certain nombre de pays (graphique 3). Durant les années 1970, 1980 et 1990 l'Afrique représentait en moyenne 31%, 24,4% et 19,1% des exportations mondiales totales, respectivement. Les trois premiers pays exportateurs africains à ce jour pour cette décennie sont l'Ouganda (2,9% du total mondial et 28,7% du total de l'Afrique), l'Éthiopie (2,7% et 26,4%) et la Côte d'Ivoire (1,4% et 13,4%). Dans les années 1970, les parts mondiales de ces trois pays étaient de 4,9%, 2,4% et 7,1% respectivement. La valeur du total des exportations de café vert des pays exportateurs africains était de 1,8 milliard de dollars, pour une valeur totale de 15,9 milliards de dollars en 2013, soit 11,4% contre 21% en 1990 (graphique 4).

Graphique 3 : Les exportations de café africain



Graphique 4 : La part de chaque région dans les exportations de café vert



I.6 La consommation intérieure

24. Les marchés intérieurs du café sont en augmentation mais on manque de données fiables sur les pays. L'Éthiopie demeure le premier pays en termes de consommation intérieure avec 3,6 millions de sacs en 2013/14, soit 71,6% de la consommation totale de l'Afrique et 8% de l'ensemble des pays exportateurs (encadré 1). Plusieurs autres pays dont le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya et l'Ouganda ont récemment signalé un essor de leur consommation intérieure. La République centrafricaine est un petit pays producteur mais la consommation de café y est très répandue parmi les populations rurales et urbaines. Avec l'accroissement de la population de l'Afrique, il existe un énorme potentiel d'accroissement de la consommation intérieure. Cependant, ce potentiel ne s'est pas encore matérialisé car la consommation par habitant est encore très faible, avec 466 grammes en moyenne (tableau 4). L'amélioration des conditions de vie d'une population de plus en plus nombreuse devrait entraîner une augmentation de la consommation de café, comme dans les marchés émergents.

Encadré 1 : Cérémonie du café en Éthiopie

La tradition forte et ancienne de consommation de café en Éthiopie est attestée par la célèbre cérémonie du café : traditionnellement, lorsque des amis se rassemblent, on torréfie des grains de café dans une poêle ouverte et les invités sont invités à en respirer l'arôme. Après avoir broyé les grains au moyen d'un mortier et d'un pilon, le café est mis à infuser dans une cruche. Les tasses sont placées sur un plateau et le café est versé de très haut dans chaque tasse, dans un mouvement continu. Les tasses sont remplies à ras bord, geste qui s'apparente à un souhait de "plénitude de la vie" aux amis rassemblés. Le café est servi à trois reprises et les invités sont censés rester pendant toute la durée de la cérémonie. La dernière tasse est appelée "baraka" ou bénédiction. De nombreuses personnes assimilent cette cérémonie à une forme de thérapie de groupe au cours de laquelle les problèmes sont discutés dans une atmosphère détendue.

II. L'ADOPTION DE NORMES DE DURABILITÉ EN AFRIQUE

II.1 Les indicateurs de la caféiculture durable

25. La durabilité du secteur du café se réfère à l'évaluation du bien-être des producteurs de café ainsi qu'à une bonne politique de conservation de l'environnement et de promotion de l'égalité sociale. Comme nous l'avons indiqué dans l'introduction, un caféiculteur appliquant des méthodes durables atteindra ses objectifs environnementaux et sociaux à long terme tout en étant en mesure de rivaliser efficacement avec les autres acteurs du marché et d'obtenir des prix qui couvrent ses coûts de production et lui assurent une marge de profit acceptable. La durabilité du secteur du café dépend donc de trois piliers, à savoir la durabilité économique, la durabilité environnementale et la durabilité sociale. Le tableau 2 résume les indicateurs de durabilité à évaluer pour chacun des trois piliers.

Tableau 2 : Les indicateurs d'une filière café durable

Indicateurs économiques	Indicateurs sociaux	Indicateurs environnementaux
i) Revenu adéquat pour les producteurs	i) Égalité des sexes dans la caféiculture	i) Adoption de bonnes pratiques agricoles
ii) Amélioration de la productivité agricole	ii) Meilleures conditions de vie	ii) Gestion non nuisible de la fertilité des sols
iii) Rentabilité de l'exploitation	iii) Conditions de travail adéquates	iii) Lutte intégrée contre les ravageurs et les maladies
iv) Accès au marché et transparence	iv) Amélioration des compétences des producteurs	iv) Gestion de l'eau adéquate
v) Produit de qualité et traçabilité	v) Sécurité alimentaire	v) Gestion des déchets
vi) Accès au financement	vi) Pratiques agricoles saines	vi) Conservation de la biodiversité
vii) Diversification des activités génératrices de revenus	vii) Organisations de producteurs efficaces et impact positif sur leurs communautés	vii) Protection des terres (forêts)

II.2 Les principaux progrès vers un secteur du café durable en Afrique

26. Compte tenu des principaux indicateurs de la durabilité, où en est le secteur du café africain ? Selon la définition ci-dessus, l'agriculture durable est la production efficace de produits agricoles sûrs, de haute qualité, d'une manière qui protège et améliore l'environnement naturel, les conditions sociales et économiques des producteurs, de leurs employés et des collectivités locales, et protège la santé et le bien-être de toutes les espèces d'élevage.

II.2.1 Durabilité économique

i) Un revenu suffisant pour les producteurs

27. Le prix payé aux producteurs de café est le principal facteur déterminant de leur revenu, même si le volume de la production joue un rôle important. Lorsque les prix chutent en dessous des coûts de production marginaux, il se crée un cercle vicieux, les producteurs ayant du mal à entretenir leurs exploitations, ce qui fait diminuer davantage la production et le revenu. Le tableau 5 donne le prix payé aux producteurs de café sous forme de pourcentage du prix moyen sur les marchés à terme.

28. Les données disponibles pour l'année 2013 indiquent qu'en moyenne, les producteurs de Robusta ont reçu plus de 50% du prix du marché à terme de Londres, en particulier en Ouganda (80,2%), au Togo (78,8%), au Cameroun (78,7%) et en Côte d'Ivoire (58,7%). Ce pourcentage était nettement inférieur en Angola, où 37,2% du prix du marché à terme de Londres a été versé aux producteurs en 2013, par rapport à 51,7% en 2012. En 2013, les producteurs d'Arabica ont reçu 64% du prix du marché à terme de New York au Cameroun, 58,7% en Éthiopie et 54,1% en Ouganda. Des ratios similaires sont observés lorsque l'on compare les prix payés aux producteurs à la valeur unitaire des exportations (tableau 6).

ii) Productivité des exploitations

29. Les producteurs de café n'ayant aucun contrôle sur le prix sur le marché des exportations de café vert, une augmentation du rendement devrait réduire leurs coûts de production, contribuant ainsi à l'amélioration de leurs revenus. Des rendements élevés sont donc un facteur important pour une production de café durable. Cependant, la faible productivité de nombreux pays est un fait (tableau 7).

30. En Afrique, les rendements moyens sont généralement faibles et ont même diminué dans certains pays. Ils vont de 0,1 à 0,8 tonne par hectare. Les estimations pour les campagnes 2010/11-2013/14 indiquent une moyenne de 408,7 kg/ha. Il convient de noter que les rendements des grandes plantations sont légèrement plus élevés. D'une manière générale, l'agriculture africaine est caractérisée par une faible productivité due à la faible utilisation d'engrais. L'absence d'intensification de l'agriculture a conduit à l'extension des terres agricoles et à l'utilisation de terres moins favorables à la culture. La demande limitée en engrais des petits exploitants est également due à la hausse des prix des engrais alors que les prix bord-champ sont relativement faibles. En d'autres termes, l'utilisation de produits agrochimiques tels que les engrais est limitée en raison du coût élevé de ces intrants.

31. La production africaine a été sérieusement compromise par la dépendance continue à l'égard de variétés de café anciennes et souvent improductives face à la forte prévalence des maladies et des ravageurs, notamment la rouille des feuilles, le scolyte du fruit du caféier, le scolyte des rameaux et la trachéomycose du café. La plupart des variétés qui sont cultivées à l'heure actuelle dans les différents pays sont sensibles à la rouille des feuilles ou au scolyte. Il convient cependant de noter que la Fondation de recherche sur le café au Kenya a récemment développé une nouvelle variété, "Batian", au potentiel de rendement élevé et tolérante aux principales maladies du café comme la rouille des feuilles et les maladies du fruit. Des mesures positives ont été prises dans plusieurs pays pour améliorer la productivité grâce à des stratégies de développement du café (Cameroun, Côte d'Ivoire, Tanzanie, Ouganda, etc.). On a également observé qu'un nombre important de producteurs et d'associations de producteurs bénéficient des programmes sur le café durable dans les pays comme l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, mais compte tenu de la taille des communautés agricoles, ces initiatives ne touchent qu'une infime proportion des producteurs de café.

iii) Accès au marché

32. Organiser les producteurs en groupes structurés facilite l'accès au marché et réduit les coûts de transaction. Cela permet également de réduire le coût des intrants au moyen d'achats groupés à des prix négociés. Très peu de pays exportateurs en Afrique disposent de coopératives de producteurs bien structurées dotées des capacités financières et de gestion nécessaires. À l'exception de quelques pays qui ont une riche expérience dans le mouvement coopératif rural, la plupart des coopératives ou sociétés primaires sont faibles et doivent être renforcées. Un petit nombre d'associations de producteurs ont établi des liens avec le marché au moyen de programmes de développement soutenus par des bailleurs de fonds et des ONG. Bien que des progrès notables aient été accomplis, l'accès au marché des associations de producteurs reste généralement limité dans la quasi-totalité des pays producteurs africains.

iv) Accès au financement

33. De nombreux défis restent à relever dans le domaine du financement car les taux d'intérêt sont trop élevés (20 à 28%) et l'accès des petits exploitants au crédit est limité. En raison de la nature imprévisible de la production agricole due à la forte dépendance à l'égard de facteurs exogènes, les crédits des banques commerciales sont rares dans de nombreux pays africains. Les plantations commerciales ont leurs propres canaux de financement, généralement des banques commerciales. Les banques préfèrent prêter à d'autres secteurs. Cependant, les crédits agricoles sont relativement bien développés au Kenya (sociétés coopératives). L'expérience du crédit rural dans de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest s'est soldée par un échec en raison du nombre important de non-remboursements. Avec l'absence de facilités de crédit, les petits exploitants réduisent au minimum leurs dépenses en économisant sur l'entretien de leur exploitation ou sur la lutte contre les ravageurs et les maladies. Dans certains pays, la majorité des producteurs de café continuent de dépendre des prêteurs de village. Ces prêteurs appliquent des taux d'intérêt très élevés aux dettes qui sont réglées au moyen du café récolté.

v) Diversification des activités génératrices de revenu

34. Le développement d'activités agricoles supplémentaires sécurise les revenus des producteurs de café et les conduit à la production de café durable car il les met en mesure de mieux gérer les cycles de faiblesse des prix du café. La diversification des cultures est destinée à donner un plus grand choix dans la production d'une variété de cultures en association avec le café, de manière à élargir les activités de production liées à diverses cultures et à diminuer les risques. Dans de nombreux pays africains, la caféiculture est associée à des cultures vivrières destinées à la consommation des ménages (Cameroun, Côte d'Ivoire, Tanzanie, et Ouganda). Lorsque les petits producteurs investissent dans des activités telles que l'élevage de bétail ou de volailles, la caféiculture risque souvent l'abandon lorsque les prix du café sont bas. En Afrique occidentale et centrale, de nombreux producteurs ont remplacé leurs plantations de café par des plantations de caoutchouc naturel (Cameroun et Côte d'Ivoire).

II.2.2 Durabilité sociale

i) L'égalité de genre dans la caféiculture

35. L'égalité de genre dans l'agriculture est une question complexe dans le contexte de la sociologie africaine. D'une manière générale, le ménage est dirigé par le mari mais la femme participe à toutes les décisions relatives à la famille, y compris l'exploitation agricole. Une femme seule productrice de café a les mêmes droits fonciers qu'un homme seul.

Cependant, il existe des différences selon les pays. Au Togo, 85% des producteurs de café sont des hommes et 15% des femmes. Surtout, il convient de noter que dans les couples mariés, la propriété des terres et des exploitations par les femmes n'est pas claire et que, lorsque le couple divorce, la femme n'a aucun droit de propriété dans un certain nombre de pays.

ii) Amélioration des conditions de vie

36. L'amélioration des conditions de vie des producteurs de café et de leurs salariés figure désormais dans les stratégies de mise en valeur du café d'un certain nombre de pays d'Afrique. On a observé que les conditions de vie des producteurs de café sont mieux protégées lorsqu'ils sont organisés en coopératives en mesure de mobiliser des ressources pour développer leurs communautés. Certains pays ont déjà fait quelques progrès à cet égard mais le défi subsiste dans d'autres.

iii) De bonnes conditions de travail : de bonnes pratiques de production

37. Il convient de noter que de la main d'œuvre salariée est généralement employée dans les grandes plantations qui représentent moins de 5% des exploitations de café en Afrique. Il est difficile d'évaluer les conditions de vie des ouvriers agricoles des petites exploitations en termes de logement et d'éducation. Tous les exploitants ont le droit de recevoir une formation sur les bonnes pratiques agricoles, y compris les mesures de sécurité destinées à protéger leur santé.

iv) Renforcer les compétences des exploitants au moyen de services de vulgarisation et d'une formation pertinente

38. La fourniture de services de vulgarisation aux petits producteurs de café est un sérieux défi en Afrique. Dans la quasi-totalité des pays africains, les services de vulgarisation sont inadéquats ou mal équipés. Certains pays, à savoir l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, ont fait des progrès substantiels mais le défi demeure car la fourniture de services de vulgarisation est un processus continu qui nécessite des ressources financières et humaines importantes. Le gouvernement de nombreux pays ne fournit plus de services de vulgarisation, laissant le secteur privé combler ce fossé. Cependant, des accords de collaboration entre les secteurs public et privé sont nécessaires pour faire face à cette question cruciale.

v) *Des organisations de producteurs efficaces et leur impact positif sur les communautés*

39. Un nombre limité d'organisations paysannes ont réussi à améliorer les infrastructures sociales de leurs communautés, y compris la construction d'écoles, de centres de santé, voire de routes pour améliorer l'accès bord-champ. Cependant, ces développements positifs dans les zones rurales sont très limités et sont tributaires de programmes financés par des donateurs.

II.2.3 Durabilité environnementale de la filière café en Afrique

40. Dans de nombreux pays africains, la production de café et d'autres cultures de rente a eu un impact significatif sur l'environnement en termes de déforestation et d'utilisation de l'eau. Cependant, la sensibilisation aux pratiques agricoles respectueuses de l'environnement est désormais plus grande.

i) *Adoption de bonnes pratiques agricoles*

41. Il est important de savoir si les caféiculteurs d'Afrique bénéficient de services de vulgarisation pour améliorer leurs pratiques agricoles. Les pratiques de base sont la plantation, le désherbage, l'élagage, le paillage, les mesures de lutte contre l'érosion des sols et la fertilisation. Comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus, la fourniture de services de vulgarisation aux paysans coûte trop cher depuis la fin des interventions gouvernementales dans la quasi-totalité des pays africains.

ii) *Gestion appropriée de la fertilité des sols (utilisation d'engrais non-nocifs)*

42. Les pratiques agronomiques sont rares dans un certain nombre de pays africains où les principales pratiques de production sont le désherbage, l'élagage et le paillage. L'utilisation de produits agrochimiques tels que les engrais est limitée. Dans l'ensemble des pays africains, y compris les pays non producteurs de café, l'utilisation d'engrais ne représente que 1% de la consommation mondiale. En moyenne, 8kg d'engrais sont utilisés par hectare en Afrique. Seuls 10 pays sur un total de 58 emploient des engrais dans l'agriculture. Les principaux utilisateurs d'engrais de la région (Égypte, Maroc et Afrique du Sud) ne produisent pas de café. Certains pays producteurs de café, comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, emploient des engrais dans la caféiculture mais à une échelle relativement modeste par rapport à la situation dans les autres régions de production. Le manque inhérent de fertilité des sols et l'épuisement des éléments nutritifs du sol ont conduit à l'extension des terres agricoles en Afrique et à l'utilisation de sols moins favorables pour la culture. Toutefois, il convient de noter que l'Éthiopie et le Kenya se démarquent notablement des autres pays producteurs africains

dans la mesure où ils consomment beaucoup plus d'engrais par an. La plupart des engrais sont employés sur les cultures vivrières, notamment le maïs. Au Kenya, la caféiculture ne représente que 5,5% de la consommation totale d'engrais par an.

iii) Lutte intégrée contre les ravageurs et les maladies

43. L'utilisation de fongicides et de pesticides reste le moyen le plus efficace pour lutter contre les ravageurs et les maladies, comme l'indique un récent sondage mené dans quatre pays africains (Kenya, Rwanda, Ouganda et Zimbabwe) sur la gestion de la rouille des feuilles.

iv) Gestion des eaux usées (transformation par voie humide)

44. La transformation du café par voie humide génère des eaux usées qui peuvent polluer les sources d'eau, affecter l'environnement et augmenter les risques pour la santé des communautés, et nuire à la durabilité de l'industrie du café. La pollution de l'eau due à la transformation du café dans les stations de lavage a été observée dans un certain nombre de pays africains. En effet, les effluents de ces stations de lavage se déversent dans des rivières ou fleuves et représentent un risque important pour la santé des paysans et de leurs familles. D'autres impacts écologiques résultent de la décharge de polluants organiques dans les cours d'eau, qui réduit leur teneur en oxygène pour la flore et la faune aquatiques. Des ressources suffisantes doivent être trouvées pour aider un certain nombre de pays et de coopératives à adopter des mesures correctives.

v) Autres indicateurs de pratiques respectueuses de l'environnement

45. De nombreux autres indicateurs d'une caféiculture durable ont également été mis en place au moyen de programmes de certification dans plusieurs pays. Ces indicateurs comprennent la protection des sols, la gestion des déchets et la conservation de la biodiversité.

II.3 Mise en place d'une filière café durable en Afrique : Opportunités et défis

II.3.1 Opportunités

46. Des améliorations significatives sont possibles dans un certain nombre de secteurs de la chaîne de valeur du café en Afrique. Un nombre croissant d'initiatives de développement durable visant à aider les paysans africains ont été engagées au cours des dernières années. Parmi ces initiatives, les normes de certification constituent une approche pour promouvoir des normes économiques, sociales et environnementales dans la

production et la commercialisation du café. La certification des producteurs de café a été suggérée comme stratégie utile pour améliorer la situation des petits exploitants du secteur. Il existe actuellement sept entités particulièrement actives dans la filière café en Afrique orientale qui offrent des services de certification. Ces normes de certification permettent de définir des stratégies visant à améliorer la production de café durable et le commerce responsable. Plusieurs normes coexistent mais elles partagent le même objectif d'améliorer les moyens de subsistance des producteurs de café et la durabilité de la filière. Des programmes de certification devraient permettre aux producteurs de tirer profit de liens avec le marché grâce à des accords contractuels conclus à long terme avec des acheteurs, qui rendront les exploitants moins vulnérables à la volatilité des prix et renforceront leur pouvoir de négociation.

47. Les coopératives paysannes peuvent assurer de nombreuses fonctions importantes pour leur industrie. Ces coopératives permettraient aux paysans de mettre en commun leurs ressources pour réduire les coûts des intrants et de la production, développer des techniques plus efficaces, améliorer le transfert de la recherche et de la technologie, et commercialiser efficacement les produits de leurs membres. Les coopératives doivent également jouer un rôle important dans le processus de commercialisation en raccourcissant la chaîne d'approvisionnement. Cet objectif devrait être atteint grâce à des interactions directes avec les exportateurs et les transformateurs, afin de réduire les coûts de transaction et les risques du marché. Les coopératives ou associations de producteurs sont également jugées essentielles pour améliorer le volume et la qualité du café et garantir la fiabilité des petits producteurs en tant que fournisseurs privilégiés dans la chaîne de valeur.

II.3.2 Défis

48. L'Afrique est-elle prête pour un secteur caféier durable ? De nombreux producteurs doivent encore être convaincus qu'il est possible d'assurer des rendements élevés de manière rentable tout en appliquant des pratiques durables. Bien que plusieurs initiatives aient démontré les gains potentiels, il faudra du temps pour transformer l'ensemble de l'industrie du café de l'Afrique et la rendre conforme aux normes internationales de durabilité. Les capacités des fournisseurs de services de vulgarisation étant limitées, les organisations de producteurs de café (coopératives ou syndicats) constituent le pilier essentiel d'une filière du café durable en Afrique. Lorsque la caféiculture est dominée par des petits exploitants pauvres, les coopératives peuvent servir d'outil de diffusion des pratiques agricoles durables ou de modèle d'agriculture durable. La preuve en a été donnée avec succès en Ouganda avec quelques coopératives, mais il reste de nombreux producteurs à aider.

49. Certains pays ont enregistré des résultats positifs en matière de durabilité mais les défis spécifiques suivants doivent encore être relevés :

- Faible productivité et faible rentabilité économique de la caféiculture
- Vulnérabilité des producteurs aux prix bas et aux faibles revenus
- Faible capacité organisationnelle des petits producteurs
- Mauvais positionnement des petits producteurs pour la commercialisation
- Rareté ou absence de services de vulgarisation pour les petits producteurs
- Faible taux d'adoption des nouvelles technologies

CONCLUSION :

50. Bien que de nombreuses initiatives aient été engagées dans plusieurs pays, de nombreux défis restent à relever pour parvenir à une filière café durable en Afrique. Le principal défi est de savoir comment faire passer la filière café africaine du stade de la subsistance à celui d'entreprise. Les producteurs ont besoin de générer des revenus durables et de sécuriser leurs moyens de subsistance à long terme.

51. La productivité est encore trop faible pour encourager la production de café durable en cas de périodes prolongées de prix bas. Dans de nombreux pays africains, le secteur des petites exploitations se compose d'un grand nombre de petites exploitations agricoles très dispersées, souvent d'accès difficile et avec des communications très pauvres. En outre, compte tenu du faible soutien de la recherche et de la vulgarisation, les producteurs de nombreux pays ont été lents à adopter les bonnes pratiques qui pourraient déboucher sur la haute qualité et la productivité nécessaires.

52. Enfin, il convient de noter que, lorsque leur revenu est réduit, les petits producteurs sont tentés ou contraints de limiter les pratiques qui protègent la qualité des sols. En outre, les contraintes sur les ressources forcent les services d'appui à se limiter à une formation de base sur l'utilisation des intrants, le recyclage des déchets organiques pour produire des engrais, et les espèces biologiques favorables à un drainage et une oxygénation du sol appropriés. Il s'agit d'un sérieux défi pour l'agriculture durable car la dimension humaine du développement durable réside dans la réduction de la pauvreté et de l'inégalité, dans l'accès aux ressources, à la santé et à l'éducation. Néanmoins, davantage d'efforts doivent être déployés pour mieux faire connaître la filière café africaine et la rendre conforme aux normes de durabilité.

Tableau 1 : Production moyenne

pays	1970	1980	1990	2000	2013/14*
Total Afrique	19 629	19 888	16 078	15 381	16 275
Côte d'Ivoire	4 155	4 338	3 448	2 692	2 100
Éthiopie	2 982	3 128	2 973	4 904	6 600
Ouganda	2 692	2 724	2 811	2 924	3 600
Angola	2 199	278	65	33	35
Cameroun	1 462	1 771	1 022	834	315
Congo, Rép. dém.	1 306	1 610	1 019	383	350
Kenya	1 286	1 726	1 377	766	750
Madagascar	1 103	1 092	780	490	571
Tanzanie	856	875	779	793	799
Rwanda	376	583	347	314	246
Burundi	373	526	476	312	161
République centrafricaine	180	271	173	68	25
Togo	155	251	223	143	100
Sierra Leone	135	163	47	53	70
Libéria	111	106	6	9	10
Guinée	56	86	168	397	400
Nigeria	49	29	46	48	42
Ghana	46	12	51	29	60
Zimbabwe	46	163	136	74	7
Congo, Rép.	33	35	5	3	3
Bénin	18	33	0	0	0
Gabon	7	25	3	1	1
Malawi	3	47	84	33	21
Guinée équatoriale	0	9	2	0	0
Zambie	0	7	35	81	8

* Estimation

En milliers de sacs de 60kg

Tableau 2 : Production moyenne des années 2010 et classement mondial

	2010	%	
Monde	138 821		
Amérique Du Sud	63 778	45,94%	
Asie & Océanie	40 696	29,32%	
Amérique centrale et du Mexique	18 204	13,11%	
Afrique	16 143	11,63%	
Pays		%	Classement mondial
Éthiopie	6 783	4,89%	5
Ouganda	3 330	2,40%	11
Côte d'Ivoire	1 753	1,26%	13
Tanzanie	825	0,59%	18
Kenya	756	0,54%	20
Madagascar	556	0,40%	22
Cameroun	440	0,32%	25
Guinée	374	0,27%	26
Congo, Rép. dém.	336	0,24%	28
Burundi	281	0,20%	29
Rwanda	270	0,19%	30
Togo	125	0,09%	34
République centrafricaine	65	0,05%	37
Sierra Leone	61	0,04%	38
Ghana	58	0,04%	39
Nigeria	43	0,03%	41
Angola	33	0,02%	43
Malawi	22	0,02%	44
Libéria	10	0,01%	48
Zambie	10	0,01%	49
Zimbabwe	8	0,01%	50
Congo, Rép.	3	0,00%	51
Gabon	1	0,00%	54
Bénin	0	0,00%	55
Guinée équatoriale	0	0,00%	56

Tableau 4 : Consommation intérieure et population de l'Afrique

	Population totale (milliers)	Consommation intérieure en 2013/14 (tonnes)	Consommation par habitant (kg)	% de la consommation africaine
Pays producteurs africains	656 133	305 580	0,466	100,00%
Angola	20 609	1 800	0,087	0,59%
Ouganda	32 939	8 400	0,255	2,75%
Côte d'Ivoire	21 395	19 020	0,889	6,22%
Éthiopie	84 321	219 000	2,597	71,67%
Cameroun	19 406	4 140	0,213	1,35%
Congo, Rép. dém.	65 966	12 000	0,182	3,93%
Madagascar	20 696	28 020	1,354	9,17%
Kenya	38 610	3 000	0,078	0,98%
Tanzanie	43 188	2 820	0,065	0,92%
Burundi	10 200	120	0,012	0,04%
Togo	6 191	120	0,019	0,00%
Rwanda	10 718	60	0,006	0,02%
République centrafricaine	5 000	480	0,096	0,16%
Sierra Leone	5 400	300	0,056	0,10%
Guinée	10 537	120	0,011	0,04%
Ghana	24 223	120	0,005	0,04%
Libéria	3 477	300	0,086	0,10%
Nigeria	177 500	2 400	0,014	0,79%
Congo, Rép.	4 043	180	0,045	0,06%
Bénin	10 300	0	0,000	0,00%
Gabon	1 505	0	0,000	0,00%
Malawi	13 102	60	0,005	0,02%
Guinée équatoriale	700	0	0,000	0,00%
Zambie	13 046	0	0,000	0,00%
Zimbabwe	13 061	240	0,018	0,08%

**Tableau 5 : Prix payé aux producteurs de café en pourcentage du prix du marché à terme
Arabica**

	Burundi	Cameroun	Éthiopie	Kenya	Madagascar	Malawi	Rwanda	Tanzanie	Ouganda	Zambie
1990	61,9%	34,4%	65,1%	64,6%	n.d.	90,5%	79,1%	43,5%	16,3%	95,7%
1991	61,7%	31,7%	76,5%	56,8%	n.d.	79,6%	56,5%	55,5%	33,2%	78,9%
1992	86,9%	42,2%	89,8%	42,5%	n.d.	71,4%	71,8%	72,1%	29,3%	51,3%
1993	81,7%	32,6%	86,5%	66,8%	n.d.	80,4%	63,4%	53,7%	35,1%	76,4%
1994	41,6%	60,5%	75,1%	104,6%	n.d.	63,3%	33,9%	42,6%	42,0%	60,5%
1995	38,9%	58,6%	79,0%	96,3%	60,0%	86,1%	37,7%	59,6%	46,8%	47,6%
1996	46,8%	72,8%	60,9%	99,0%	85,2%	86,0%	49,9%	56,3%	47,7%	73,3%
1997	32,4%	26,8%	55,8%	112,9%	36,0%	66,7%	34,6%	72,7%	48,7%	74,8%
1998	41,4%	52,9%	72,8%	142,5%	39,9%	80,4%	44,1%	71,8%	56,5%	103,6%
1999	43,7%	83,0%	61,6%	98,8%	40,8%	72,9%	42,6%	61,9%	40,7%	112,4%
2000	39,5%	35,1%	59,7%	77,2%	164,8%	60,9%	36,0%	57,4%	41,3%	97,1%
2001	54,7%	32,4%	74,4%	117,9%	109,7%	78,9%	39,5%	59,2%	45,4%	111,7%
2002	51,2%	43,1%	47,1%	118,7%	127,2%	69,8%	31,4%	45,5%	46,8%	105,2%
2003	38,1%	54,1%	53,0%	63,0%	132,7%	60,7%	38,1%	38,0%	44,6%	81,2%
2004	34,4%	n.d.	61,4%	89,3%	58,9%	65,0%	37,0%	33,2%	46,8%	81,0%
2005	38,5%	n.d.	57,7%	n.d.	45,6%	75,2%	41,5%	39,2%	51,9%	78,3%
2006	56,5%	n.d.	51,9%	n.d.	n.d.	75,3%	n.d.	38,1%	49,3%	89,2%
2007	66,0%	65,8%	57,3%	n.d.	n.d.	66,0%	n.d.	49,1%	53,4%	87,4%
2008	63,2%	58,0%	52,6%	n.d.	n.d.	55,9%	n.d.	46,4%	53,7%	92,8%
2009	66,7%	51,4%	60,0%	n.d.	n.d.	71,1%	n.d.	n.d.	47,2%	90,8%
2010	51,9%	n.d.	51,7%	n.d.	n.d.	58,3%	n.d.	n.d.	52,8%	72,7%
2011	n.d.	n.d.	56,7%	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	57,4%	33,1%
2012	n.d.	n.d.	57,4%	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	51,2%	n.d.
2013	n.d.	64,0%	58,7%	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	54,1%	n.d.

n.d : non disponible

**Tableau 5 : Prix payé aux producteurs de café en pourcentage du prix du marché à terme
Robusta**

	Angola	Cameroun	RCA.	Côte d'Ivoire	Gabon	Madagascar	Tanzanie	Togo	Ouganda
1990	171,2%	56,6%	73,5%	66,8%	86,8%	64,9%	34,0%	58,4%	15.1%
1991	204,6%	56,2%	82,3%	72,5%	97,9%	51,1%	38,4%	64,3%	26.6%
1992	117,2%	63,3%	88,5%	82,9%	134,4%	59,0%	38,7%	77,8%	23.4%
1993	25,2%	36,9%	50,7%	58,7%	102,0%	76,9%	25,2%	48,0%	30.4%
1994	NA	26,4%	28,9%	26,3%	24,5%	38,9%	21,2%	23,0%	41.0%
1995	n.d.	44,0%	48,3%	50,2%	34,6%	49,6%	37,7%	51,9%	50.5%
1996	n.d.	68,5%	60,5%	77,4%	53,6%	81,9%	43,2%	84,0%	50.2%
1997	n.d.	51,9%	51,1%	52,4%	50,5%	66,0%	123,3%	59,8%	55.3%
1998	n.d.	47,7%	49,6%	52,5%	65,8%	63,2%	36,9%	65,4%	57.4%
1999	n.d.	48,9%	46,4%	60,6%	92,1%	59,4%	36,7%	67,5%	56.6%
2000	129,0%	75,9%	45,6%	59,5%	127,4%	271,8%	38,1%	57,1%	50.2%
2001	77,8%	88,3%	55,3%	0,0%	200,4%	216,0%	21,8%	64,0%	45.8%
2002	41,4%	62,0%	46,1%	34,6%	172,3%	215,2%	16,6%	70,6%	49.2%
2003	19,4%	65,3%	52,9%	51,9%	n.d.	163,9%	19,7%	66,7%	60.4%
2004	30,2%	n.d.	61,4%	44,9%	n.d.	60,1%	23,0%	66,7%	80.3%
2005	22,3%	n.d.	n.d.	24,0%	n.d.	64,6%	30,5%	59,6%	87.2%
2006	21,7%	n.d.	n.d.	46,8%	n.d.	69,8%	35,9%	74,8%	78.7%
2007	45,9%	70,2%	57,7%	41,8%	n.d.	88,6%	27,2%	72,2%	71.1%
2008	43,5%	54,1%	47,0%	53,4%	n.d.	n.d.	36,3%	79,2%	73.2%
2009	59,3%	55,8%	64,4%	55,4%	n.d.	n.d.	n.d.	66,1%	72.4%
2010	61,7%	n.d.	71,4%	31,3%	n.d.	n.d.	n.d.	58,8%	77.3%
2011	47,7%	n.d.	71,8%	28,1%	n.d.	n.d.	n.d.	73,2%	72.6%
2012	51,7%	n.d.	74,8%	50,4%	n.d.	n.d.	n.d.	74,6%	78.2%
2013	37,1%	78,7%	n.d.	67,4%	n.d.	n.d.	n.d.	78,8%	80.2%

n.d. non disponible

**Tableau 6 : Prix payé aux producteurs de café en pourcentage de la valeur unitaire des exportations
Arabica**

	Burundi	Cameroun	Éthiopie	Kenya	Malawi	Rwanda	Tanzanie	Ouganda	Zambie
1990	74,2%	47,9%	66,2%	76,4%	114,9%	92,4%	61,4%	19,9%	112,6%
1991	69,4%	43,3%	65,7%	55,8%	99,9%	66,5%	68,5%	40,1%	85,9%
1992	104,3%	60,0%	55,8%	35,3%	104,9%	91,7%	83,8%	38,4%	54,5%
1993	76,0%	52,7%	73,7%	35,1%	93,2%	69,6%	58,1%	45,1%	64,6%
1994	40,5%	143,0%	87,0%	123,4%	98,7%	33,7%	59,2%	57,5%	59,3%
1995	43,2%	94,1%	71,4%	83,8%	92,1%	48,0%	60,1%	56,0%	56,0%
1996	54,8%	95,0%	59,2%	93,2%	99,1%	67,4%	59,5%	63,8%	74,2%
1997	49,3%	42,7%	62,0%	93,2%	97,1%	38,2%	90,1%	67,5%	79,0%
1998	48,8%	58,1%	61,6%	92,0%	98,2%	52,8%	64,3%	73,7%	85,6%
1999	60,2%	101,0%	59,8%	80,4%	105,7%	45,8%	60,1%	65,2%	93,6%
2000	56,4%	43,4%	58,9%	86,8%	102,8%	34,5%	64,4%	64,7%	93,4%
2001	63,3%	31,7%	56,5%	103,1%	96,5%	25,5%	56,3%	68,8%	99,4%
2002	67,3%	32,7%	45,2%	86,2%	102,9%	48,5%	44,6%	69,5%	96,8%
2003	60,8%	39,6%	58,8%	53,9%	79,2%	53,7%	41,4%	73,6%	97,6%
2004	41,1%	N.D.	70,7%	61,7%	96,6%	54,4%	38,3%	72,4%	94,4%
2005	50,8%	N.D.	60,7%	n.d.	95,4%	56,6%	43,9%	67,0%	93,3%
2006	64,1%	n.d.	54,7%	n.d.	90,1%	n.d.	39,3%	65,1%	96,2%
2007	91,8%	83,7%	59,5%	n.d.	80,6%	n.d.	54,8%	71,7%	94,8%
2008	76,0%	64,9%	50,3%	n.d.	84,9%	n.d.	48,3%	67,2%	100,7%
2009	83,0%	62,8%	59,6%	n.d.	79,2%	n.d.	n.d.	64,1%	82,6%
2010	49,5%	n.d.	58,8%	n.d.	54,9%	n.d.	n.d.	73,1%	77,4%
2011	n.d.	n.d.	62,6%	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	78,9%	40,0%
2012	n.d.	n.d.	51,7%	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	65,6%	n.d.
2013	n.d.	71,9%	47,8%	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	69,1%	n.d.

n.d. non disponible

Tableau 6 : Prix payé aux producteurs de café en pourcentage de la valeur unitaire des exportations
Robusta

	Angola	Cameroun	RCA	Côte d'Ivoire	Gabon	Tanzanie	Togo	Ouganda
1990	209,1%	61,4%	93,9%	63,5%	135,8%	39,2%	52,0%	17,5%
1991	234,7%	58,3%	92,9%	75,2%	141,2%	41,4%	64,3%	29,6%
1992	137,7%	69,6%	104,9%	101,8%	189,3%	44,9%	68,8%	25,5%
1993	28,5%	54,0%	87,6%	78,2%	176,3%	28,0%	62,2%	36,1%
1994	n.d.	62,3%	60,1%	50,9%	39,0%	24,5%	62,7%	59,0%
1995	n.d.	55,4%	64,9%	50,6%	69,2%	38,1%	81,3%	59,0%
1996	n.d.	71,3%	78,2%	76,4%	80,6%	43,6%	74,9%	59,7%
1997	n.d.	77,7%	55,5%	69,6%	n.d.	137,6%	73,2%	68,8%
1998	n.d.	56,4%	60,3%	62,0%	91,9%	37,7%	81,3%	68,3%
1999	n.d.	54,2%	53,8%	61,6%	132,3%	34,9%	72,9%	69,0%
2000	125,6%	67,6%	53,5%	57,4%	169,6%	33,0%	63,4%	61,5%
2001	59,5%	63,2%	65,4%	0,0%	263,8%	15,4%	62,1%	51,3%
2002	4,6%	35,2%	84,1%	35,2%	128,8%	15,9%	67,1%	64,6%
2003	17,4%	41,0%	64,6%	51,2%	n.d.	21,0%	69,8%	71,2%
2004	28,2%	n.d.	68,2%	41,5%	n.d.	15,2%	67,4%	86,5%
2005	23,8%	n.d.	n.d.	25,1%	n.d.	30,1%	67,3%	90,0%
2006	22,1%	n.d.	n.d.	46,2%	n.d.	43,1%	81,0%	79,8%
2007	45,2%	82,1%	53,9%	41,7%	n.d.	33,4%	83,1%	78,6%
2008	37,3%	57,2%	39,8%	51,4%	n.d.	45,7%	83,1%	81,0%
2009	45,4%	64,2%	56,9%	53,9%	n.d.	n.d.	64,5%	78,1%
2010	51,5%	n.d.	74,1%	33,2%	n.d.	n.d.	72,7%	83,7%
2011	52,2%	n.d.	106,2%	27,5%	n.d.	n.d.	75,9%	80,2%
2012	50,3%	n.d.	114,7%	50,0%	n.d.	n.d.	79,9%	79,2%
2013	35,3%	81,4%	0,0%	62,8%	n.d.	n.d.	74,8%	81,2%

N.d. non disponible

**Tableau 7 : Productivité des plantations de café en Afrique
(campagnes moyennes de 2010/11 à 2013/14)**

	Production moyenne		Superficie moyenne (hectares)	Rendement (kg/ha)
	(milliers de sacs de 60-kg)	(Tonnes)		
Afrique	16 143	968 573	2 370 184	408,65
Éthiopie	6 783	406 977	509 000	800
Ouganda	3 330	199 771	282 284	708
Côte d'Ivoire	1 753	105 206	360 000	292
Tanzanie	825	49 484	229 000	216
Kenya	756	45 355	110 000	412
Madagascar	556	33 367	150 000	222
Cameroun	440	26 372	120 000	220
Guinée	374	22 469	46 000	488
Congo, Rép. dém.	336	20 186	200 000	101
Burundi	281	16 864	60 000	281
Rwanda	270	16 181	42 000	385
Togo	125	7 506	40 000	188
République centrafricaine	65	3 921	38 000	103
Sierra Leone	61	3 679	15 000	245
Ghana	58	3 497	15 000	233
Nigeria	43	2 575	50 000	51
Angola	33	1 971	52 200	38
Malawi	22	1 292	7 000	185
Libéria	10	612	2 000	306
Zambie	10	576	9 000	64
Zimbabwe	8	498	8 000	62
Congo, Rép.	3	180	8 000	23
Gabon	1	35	1 500	24
Bénin	0	0	15 000	0
Guinée équatoriale	0	0	1 200	0